



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

**Unité départementale
du Havre**

Équipe territoriale

Le Havre, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/04/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LE HAVRE GROUPAGE

Parc du Hode - Voie des hérons n° 5548
76430 SAINT VIGOR D'YMONVILLE

Références : 20230424_VI_LEHAVREGROUPAGE

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/04/2023 dans l'établissement LE HAVRE GROUPAGE implanté Parc du Hode - Voie des hérons n° 5548 à SAINT VIGOR D'YMONVILLE. L'inspection a été annoncée le 13/03/2023. Cette partie « Contexte et constats est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du 24 avril 2023 avait pour objectif de faire un point sur les conditions d'exploitation du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LE HAVRE GROUPAGE
- Parc du Hode Voie des Hérons - n° 5548 - 76430 Saint-Vigor-d'Ymonville
- Code AIOT : 0005802892
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entrepôt est composé de trois cellules de stockage :

- cellule « import » de 5 992 m²,
- cellule « export » de 5 874 m²
- cellule « produits dangereux » (toxiques, aérosols, peintures, solvants,...) de 198 m².

En moyenne, les produits sont stockés sur site entre une et deux semaines.

Le Havre Groupage est certifié ISO 9001.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Contrôle des détecteurs incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-2e alinéa	/	Sans objet
2	État de la centrale de détection	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-2e alinéa	/	Sans objet
3	Ressource en eau et mousse	Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 7.5.3.3	/	Sans objet
4	Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 7.5.2	/	Sans objet
5	Infrastructures et installations	Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 7.3.3	/	Sans objet
6	Ressources en eau et mousse	Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 7.5.3.1	/	Sans objet
8	Prescriptions particulières applicables à l'entrepôt	Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 8.4	/	Sans objet
9	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 7.4.3	/	Sans objet
10	Prescriptions particulières applicables à l'entrepôt	Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 8.1.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 24 avril 2023 a permis de constater que les conditions d'exploitation du site sont satisfaisantes.

L'inspection demande à l'exploitant que la mesure du débit en simultané des 3 poteaux soit réalisée lors de la vérification en 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle des détecteurs incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-2e alinéa
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle de la détection incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (... systèmes de détection ...) conformément aux référentiels en vigueur.
Constats : L'exploitant a présenté le plan de localisation des détecteurs. L'entrepôt est équipé de 15 détecteurs dont : <ul style="list-style-type: none">• 6 détecteurs au niveau des portes coupe-feu (1 détecteur par porte coupe-feu),• 6 détecteurs dans la cellule "produits dangereux",• 1 détecteur au niveau du tableau général basse tension,• 1 détecteur au niveau du local serveur,• 1 détecteur au niveau des bureaux administratifs. Les 15 détecteurs ont été vérifiés en 2022 par la société Eurofeu : <ul style="list-style-type: none">• 4 détecteurs vérifiés le 12 janvier 2022 : les batteries de 3 détecteurs ont été remplacées,• 11 détecteurs vérifiés le 10 novembre 2022 : aucune maintenance n'a dû être réalisée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : État de la centrale de détection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-2e alinéa
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle de la détection incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (... systèmes de détection ...) conformément aux référentiels en vigueur.
Constats : Le jour de l'inspection, la centrale de détection indiquait que celle-ci était hors-service (photo 1 en annexe). La société AAI est venue l'après-midi afin de mener les actions correctives nécessaires à la remise en service de la centrale de détection (photo 2 en annexe). L'exploitant a transmis la fiche d'intervention de la société AAI qui atteste que " <i>l'installation est en ordre de marche</i> ".
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 7.5.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Système d'extinction automatique d'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'ensemble des cellules de l'entrepôt doit être doté d'un système d'extinction automatique d'incendie asservi à une détection incendie :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les cellules « import » et « export » doivent être protégées par un réseau de sprinklage à l'eau fonctionnant à l'aide d'une motopompe de 640 m³/h. Le réseau sprinklage est alimenté par une réserve d'eau de 1100 m³, • la cellule de stockage de produits dangereux doit être protégée par un système d'extinction automatique à mousse équipé d'une unité de stockage et de dosage pour émulseur. <p>Le local motopompe sprinkleur est isolé de la cellule « export » et du local d'entretien par des murs REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures).</p> <p>Le système d'extinction automatique d'incendie doit être conçu, installé et entretenu régulièrement conformément aux normes en vigueur. Il doit être vérifié au moins une fois par an.</p> <p>Les pompes du réseau de sprinklage doivent assurer en toutes circonstances les performances du réseau.</p> <p>Constats : Les cellules de l'entrepôt sont sprinklées, et celle pour les produits dangereux dispose d'un système d'extinction automatique à mousse.</p> <p>L'exploitant a fourni à l'inspection les deux derniers compte-rendus de vérification semestrielle du système de sprinkleurs (certificat APSAD Q1) par la société AAI datant du 15 juin 2022 et du 30 janvier 2023 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le compte-rendu faisant suite à la vérification du 15 juin 2022 mentionne une observation au niveau du groupe motopompe B2 : « <i>La cloche d'alarme de l'armoire du groupe ne fonctionne plus</i> ». - le compte-rendu faisant suite à la vérification du 30 janvier 2023 mentionne 7 observations et 1 non-conformité : « <i>Présence de pneumatiques stockés en palette à réhausseurs incompatibles avec la protection sprinkleur actuellement en place (ESFR K202). Leur stockage reste autorisé pour une hauteur maximale de 7,20m à condition qu'ils soient stockés uniquement sur le flanc</i> ». Les travaux sont prévus en juin 2023. L'exploitant a présenté le devis signé. <p>Lors du tour terrain, l'inspection a constaté le stockage d'une centaine de pneus sur une hauteur inférieure à 7,20 m (photo 3 en annexe).</p> <p>Le 12 mars 2021, la société AAI a réalisé un essai réel de l'installation haut foisonnement dans la cellule de stockage produits dangereux conformément au référentiel APSAD R12.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 7.5.2
Thème(s) : Autre, Entretien des moyens d'intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ces équipements doivent être maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.
Constats : Le jour de la visite, l'inspection a contrôlé certains rapports de vérification : - les robinets d'incendie armés (RIA) ont été contrôlés par la société AAI (Atlantique Automatismes Incendie) le 21 novembre 2022. Le certificat Q5 (APSAD) déclare le site conforme. Le rapport mentionne la présence de 10 RIA inaccessibles et de 7 RIA hors service, → L'exploitant a déclaré que des actions correctives concernant les RIA inaccessibles a été aussitôt mené en interne. La société AAI s'est chargée de la remise en service des 7 RIA. Lors du tour terrain, l'inspection a permis de constater que les RIA étaient accessibles. - les extincteurs ont été contrôlés par la société Eurofeu le 28 juillet 2022. Aucune non-conformité n'a été constatée. Le certificat Q4 (APSAD) déclare le site conforme. - le système d'alarme a été contrôlé par Informatique Cebbing Systems le 07 juillet 2022. Aucune non-conformité n'a été constatée. - les BAES (blocs autonomes d'éclairage de sécurité) ont été contrôlés par la société Eurofeu le 17 septembre 2021. Le rapport de vérification indique que le BAES n°9 est détérioré. Eurofeu a réalisé la maintenance. - les portes coupe-feu ont été contrôlées par la société Eurofeu le 12 janvier 2021. Aucune non-conformité n'a été constatée. - le désenfumage a été contrôlé par la société Eurofeu le 28 octobre 2022. Aucune non-conformité n'a été constatée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Infrastructures et installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 7.3.3
Thème(s) : Autre, Installations électriques – Mise à la terre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Les installations électriques et d'éclairage doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et notamment le décret 88-1056 du 14 novembre 1988 et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables.</p> <p>La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre.</p> <p>Le matériel électrique doit être entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.</p> <p>Les conducteurs doivent être mis en place de manière à éviter tout court-circuit.</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique doit être effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant doit conserver une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
Constats : La dernière vérification des installations électriques a été réalisée par la société Socotec le 06 janvier 2022. Aucune non-conformité n'a été constatée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 7.5.3.1
Thème(s) : Autre, Défense extérieure
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La défense extérieure contre l'incendie doit être composée de trois poteaux incendie de 2x100 mm normalisés (NFS 61.213) piqués sur une canalisation assurant pour chacun d'eux un débit de 1000 litres/minutes et simultanément un débit minimum de 2000 litres/minutes, sous une pression dynamique de 1 bar (NFS 62.200).</p> <p>Ces hydrants doivent :</p> <ul style="list-style-type: none"> • être implantés à moins de 100 mètres des entrées de chacune des cellules et à plus de 20 mètres du bâtiment, en bordure de chaussée carrossable ou tout au plus à cinq mètres de celle-ci, • être distants entre eux de 150 mètres maximum. <p>Le point d'eau le plus éloigné doit être situé à moins de 500 mètres des entrées de toutes les cellules du bâtiment par un cheminement répondant aux caractéristiques des voies engins.</p> <p>Les moyens de défense extérieure contre l'incendie (hydrant ou réserve d'eau) doivent être réceptionnés en présence d'un représentant du SDIS. L'exploitant doit transmettre un exemplaire de ce rapport au service prévention situé 6 rue du verger – BP 78 – 76192 YVETOT CEDEX.</p> <p>Constats : Les 3 poteaux incendie du site, alimentés par le réseau communal, ont été contrôlés le 21 novembre 2022 par la société AAI. Pour chacun des poteaux, les débits sont conformes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Poteau 1 : 200 m³ à 9,6 bar, - Poteau 2 : 140 m³ à 9 bar, - Poteau 3 : 203 m³ à 9,3 bar. <p>La mesure du débit en simultané des 3 poteaux n'a pas été mesurée pour l'année 2022.</p> <p>Lors du tour terrain, l'inspection a constaté que les poteaux incendie étaient facilement accessibles.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Observation : L'inspection demande à l'exploitant que la mesure du débit en simultané des 3 poteaux soit réalisée lors de la vérification en 2023.

N° 8 : Prescriptions particulières applicables à l'entrepôt

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 8.4
Thème(s) : Autre, Prescriptions spécifiques aux stockages de produits classés
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Tout autour de la cellule dédiée au stockage de gaz inflammables liquéfiés, un aménagement doit être conçu de telle sorte que des produits tels que des liquides inflammables répandus accidentellement dans la cellule dédiée au stockage de liquides inflammables ne puissent approcher les aires de stockage des gaz inflammables liquéfiés.</p> <p>Les zones de stockage doivent être conçues en constituant des blocs (îlots) de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none">• les produits liquides inflammables doivent être dissociés des bombes aérosols et produits toxiques et/ou dangereux,• un îlot grillagé, en matériau résistant, doit être mis en place tout autour du stockage des bombes aérosols,• hauteur maximale de stockage : 5 mètres,• espace minimal entre blocs et parois : 1 mètre,• espace minimal autour de chaque bloc : 2 mètres,• espace minimal de 1 mètre entre le sommet des îlots et la base de la toiture ou tout système de chauffage. Cette distance doit respecter la distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie. <p>La cellule dédiée à ce type de stockage doit être convenablement ventilée pour éviter tout risque d'atmosphère explosive. Des ouvertures placées en partie haute et en partie basse doivent être aménagées pour permettre une ventilation efficace.</p>
Constats : Dans la cellule de produits dangereux, une zone grillagée est destinée au stockage d'aérosols. Le jour de l'inspection, il n'y avait aucun stockage d'aérosols.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 7.4.3
Thème(s) : Autre, Etiquetage des substances et préparations dangereuses
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.
Constats : Lors du tour terrain, l'inspection a relevé l'étiquette d'un produit présent dans la cellule « produit dangereux » : Chlorilong 250 (photo 4 en annexe). L'exploitant a remis la fiche de données sécurité (FDS) du produit précité : 1 - Langue de la FDS : La FDS est écrite en français. 2 - Format de la FDS : La FDS a été révisée le 18 octobre 2022 et contient 16 rubriques. <u>Rubrique 1</u> : Identification de la substance/du mélange Le nom du produit est précisé, ainsi que ses utilisations identifiées « Produit désinfectant/oxydant pour le traitement des eaux de piscine », le contact du fournisseur (adresse postale et mail d'uncontact FDS) et le numéro d'appel d'urgence dans le pays de l'utilisateur. <u>Rubrique 3</u> : Composition La FDS précise la nature des substances présentes dans le mélange, leur pourcentage et leur numéro d'enregistrement REACH ¹ (photo 5 en annexe). <u>Rubrique 12</u> : Informations écologiques Le mélange n'est pas classé comme PBT (préoccupantes bioaccumulables et toxiques) ou vPvB (préoccupantes très persistantes et très bioaccumulables). <u>Rubrique 16</u> : Autres informations Les mentions de dangers sont précisées. Les informations de la FDS sont cohérentes avec l'étiquetage relevé sur le bidon lors de la visite du site (photos 6 et 7 en annexe).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

1 Registration, evaluation and authorisation of chemicals soit en français : enregistrement, évaluation et autorisation des substances chimiques

N° 10 : Prescriptions particulières applicables à l'entrepôt

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 8.1.5
Thème(s) : Autre, Issues de secours
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les parties de l'entrepôt dans lesquelles il peut y avoir présence de personnel doivent comporter des dégagements (sorties, sorties de secours,...).</p> <p>Ces dégagements doivent être maintenus libres en permanence afin de permettre une évacuation sûre et rapide du personnel. Leur emplacement doit être signalé et visible de tout point de la cellule.</p> <p>L'ouverture des portes d'évacuation doit se faire dans le sens de la sortie par une manœuvre simple. Toute porte verrouillée doit être manœuvrable de l'intérieur sans clé.</p> <p>Le nombre minimal de ces issues doit permettre que tout point de l'entrepôt ne soit pas distant de plus de 50 mètres effectifs (parcours d'une personne dans les allées) de l'une d'elles, et 25 mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac.</p>
Constats : Lors du tour terrain, l'inspection a constaté que les issues de secours étaient signalées, visibles et accessibles.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Annexe

Planche photographique Inspection du 24 avril 2023 Société LE HAVRE GROUPAGE



Photo 1 : Centrale de détection affichant « hors service »



Photo 2 : Centrale de détection, après le passage de la société AAI, affichant « sous-tension »



Photo 3 : Stockage de pneumatiques.



Photo 4 : Étiquette du produit Chlorilong 250.

3.1. Substances

Composition :

Identification	(CE) 1272/2008	Nota	%
INDEX: 613-031-00-5 CAS: 87-90-1 EC: 201-782-8 SYMCLOSENE	GHS03, GHS07, GHS09 Dgr Ox. Sol. 2, H272 Acute Tox. 4, H302 Eye Irrit. 2, H319 STOT SE 3, H335 Aquatic Acute 1, H400 M Acute = 1 Aquatic Chronic 1, H410 M Chronic = 1 EUH:031		100.0000%

Photo 5 : Composition du produit Chlorilong indiquée à la rubrique 3 de la FDS.

Libellé(s) des phrases mentionnées à la rubrique 3 :

H272	Peut aggraver un incendie; comburant.
H302	Nocif en cas d'ingestion.
H319	Provoque une sévère irritation des yeux.
H335	Peut irriter les voies respiratoires.
H400	Très toxique pour les organismes aquatiques.
H410	Très toxique pour les organismes aquatiques, entraîne des effets néfastes à long terme.
EUH031	Au contact d'un acide, dégage un gaz toxique.

Photo 6 : Mention de dangers du produit Chlorilong 250 indiqués à la rubrique 16 de la FDS.

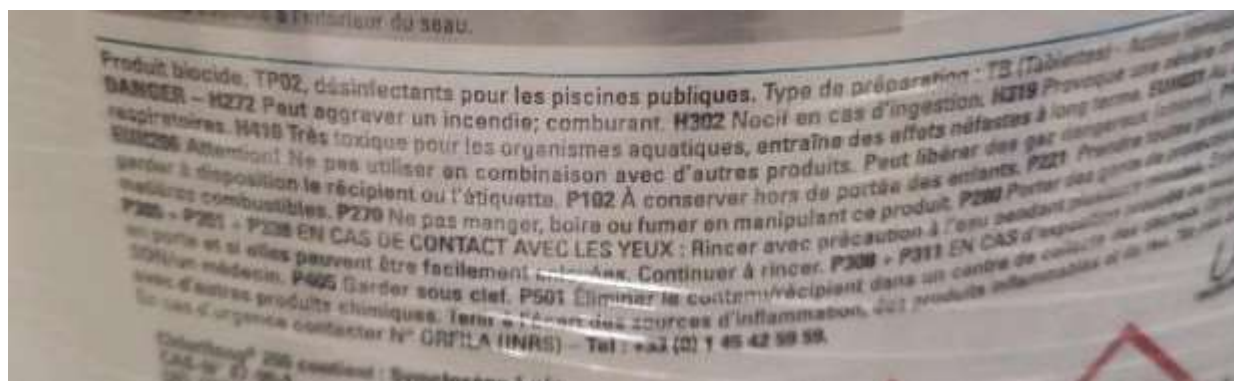


Photo 7 : Mention de dangers du produit Chlorilong 250 indiqués sur l'étiquette.